

Résumé

Les dix dernières années, le monde a connu des mutations profondes et phénoménales. La croissance réelle et la croissance théorique ont convergé l'une vers l'autre dans une proportion sans précédent, à l'échelle de la planète. De plus, ce que l'on a longtemps appelé les droits universels humains et politiques jouissent graduellement, en pratique, d'une plus grande acceptation. Cependant, des lacunes pénibles persistent souvent. Les réformes politiques et sociales ne vont pas nécessairement de pair avec la réforme économique à court et à moyen terme. Toutefois, à une plus vaste échelle, la tendance semble être à une plus grande uniformité - vers l'acceptation d'une base universelle grandissante pour certaines croyances et pratiques fondamentales. Certes, les changements surviennent inévitablement à des rythmes différents selon les pays et les sociétés, selon le moment et sous l'effet de divers facteurs inhérents, de la multiplicité des traditions et des institutions politiques et sociales. Des changements énormes se produisent dont seuls les contours sont visibles lorsqu'on les regarde à distance. Mais, pour peu qu'on les examine de plus près, on est frappé par la diversité des éléments des réponses pratiques de chaque pays.

Les pays en développement et les économies en transition de l'Europe de l'Est ne pensent plus partager une approche commune des relations avec les pays de l'OCDE, pas plus qu'ils ne croient disposer de la moindre base, ou capacité, égale de développement. Ces pays admettent la diversité de leurs situations et de leurs potentiels propres. Pour le Canada et d'autres pays, cette conception véhicule ses propres défis. D'une part, la nouvelle approche intensifie les pressions compétitives et améliore les perspectives de formation de partenariats économiques plus équilibrés et plus créatifs. D'autre part, les pays en développement et les économies en transition se sont diversifiés davantage, forçant ainsi les pays industrialisés à faire preuve de plus de souplesse dans leurs réponses.

Le présent document identifie deux grands groupes de pays en développement. Les économies de la zone 1 sont celles qui viennent immédiatement à l'esprit dans les discussions sur la thèse de « l'anarchie future ». Ces économies sont, en règle générale, très pauvres, pire même, elles sont stagnantes. Fait encore plus grave, elles souffrent de structures politiques mal articulées, d'une gestion économique médiocre et incohérente et d'une pauvre base de ressources. Leur stabilité politique est souvent fragile, leurs gouvernements fréquemment faibles si ce n'est, dans certains cas, simplement dysfonctionnels.

Les structures institutionnelles et la philosophie sociétale des économies de la zone 2 peuvent varier considérablement. Toutefois, contrairement à leurs pendants de la zone 1, les institutions de ces pays ont franchi un seuil critique de viabilité politique